leur insatisfaction, leur protestation envers cette politique couarde et traître, les masses donnent toujours leur appui au Parti Communiste. Avec cette attitude, elles manifestent leur désir de se grouper dans l'organisme qui existe actuellement pour tâcher, à travers lui, d'abattre le capitalisme.

En France, le pouvoir bonapartiste de de Gaulle essaye de créer les conditions pour écraser le mouvement ouvrier et instaurer une dictature fasciste. Malgré les coups que ce pouvoir a donné à l'O.A.S., malgré l'indépendance limitée sur laquelle il a cédé en Algérie, les masses n'ont acquis aucune confiance dans le capitalisme français. De Gaulle n'a accru aucunement son autorité sur les masses ouvrières, petites-bourgeoises et même paysannes. Au contraire, depuis la fin de la guerre d'Algérie et l'écrasement partiel de l'O.A.S., de Gaulle a dû affronter les masses ouvrières. C'est-à-dire que la politique gaulliste, qui a d'une part fait face à l'O.A.S. et de l'autre a fait des concessions devant la révolution algérienne, n'a pu imposer son autorité aux masses. A l'inverse, celles-ci ont interprété ces concessions comme une conséquence naturelle de leurs luttes. Pour cette raison, la dernière grève générale des mineurs a mis en question l'autorité du gouvernement de Gaulle en lui portant un coup formidable.

La grève générale des mineurs en France, les grèves à l'Electricité, au Gaz, dans les transports, l'esprit de l'ensemble de la population française qui a apporté son appui inconditionnel à la grève, montrent que toutes les conditions existent pour l'unification du mouvement ouvrier. Les bases sociales de la solidarité prolétarienne et de la centralisation des luttes pour mettre en avant un programme anti-capitaliste en vue d'abattre le gouvernement capitaliste et le remplacer par un gouvernement ouvrier et paysan sont posées et ce, en Italie comme en France. Cela indique ce qu'est l'autorité du capitalisme et la force de son pouvoir, en Europe même. Le capitalisme est faible, il peut être détruit, et cela non seulement en Asie, en Afrique ou en Amérique Latine, mais également en Europe. Malgré son développement économique, malgré la mise en place du Marché Commun européen, malgré le maintien du plein emploi, le capitalisme ne peut contenir les masses qui ont manifesté, dans les grèves françaises et italiennes, leur désir de l'abattre.

La force qu'a eu de Gaulle pour écraser la droite, il ne l'a pas eue pour écraser le prolétariat. Non parce qu'il n'en avait pas la volonté et la décision (n'a-t-il pas pris une série de décrets et de lois pour écraser le prolétariat sous l'autorité militaire ?), mais parce qu'il ne dispose d'aucune force à mobiliser. Une lutte répressive contre le prolétariat aurait signifié le déchaînement de luttes solidaires du prolétariat, de la petite-bourgeoisie pauvre et moyenne de certains secteurs paysans, luttes qui auraient posé le problème du pouvoir. Le recul de de Gaulle, de même que celui du gouvernement italien, est déterminé par la nécessité de faire des concessions afin d'enrayer les luttes de masses. Dans ce qui reste au monde du capitalisme, il est clair que l'autorité, la force sociale et politique de celui-ci n'ont pas fait un pas en avant. Au contraire, les masses le rejettent avec de plus en plus de force.

Le capitalisme devient de plus en plus impuissant et incapable de contenir le développement du processus de sa décomposition, de sa crise, alors que ses investissements et son pouvoir financier augmentent et se concentrent au prix de rivalités inter-capitalistes. Aussi, le capitalisme prépare la guerre martiale contre-révolutionnaire. Mais, malgré cela, la révolution coloniale, le développement de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes avancés, se poursuivront, comme se poursuivra la révolution politique dans les Etats Ouvriers.

## LE ROLE DE CUBA DANS L'AFFAIBLISSEMENT DU CAPITALISME.

Cuba, petit pays, sans force économique, peuplé de moins de 7 millions d'ha-